

CURRICULUM VITAE

Clotilde AUBRY DE MAROMONT

Maîtresse de conférences, Université de La Réunion

Membre du Centre de Recherche Juridique

En délégation CNRS à Droit et Changement Social (UMR 6297), Université de Nantes, pour l'année 2023-2024

Adresse : Université de Nantes
nantes.fr

UMR Droit et Changement Social
Faculté de droit et des sciences politiques
Chemin de la Censive du Tertre
BP 81307
44313 Nantes Cedex 3

Email : clotilde.aubry-de-maromont@univ-

Téléphone : + 33 6 10 20 36 99

Âge : 36 ans

Nationalité : Française

SOMMAIRE

PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE.....	2
FONCTION ET RESPONSABILITÉS	3
FORMATION	4
ANIMATIONS DE LA RECHERCHE	5
PARTICIPATION À DES PROJETS COLLECTIFS DE RECHERCHE	6
ORGANISATION DE MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES	6
MÉTHODES DE RECHERCHE	7
TRAVAUX ET PUBLICATIONS.....	7
COMMUNICATIONS DANS DES CONFÉRENCES ET SÉMINAIRES.....	11
CHARGES D'ENSEIGNEMENT OCCUPÉES	13

PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE

Domaines de recherche

- ◆ **Histoire sociale** de la pensée juridique
- ◆ Rapports disciplinaires entre **droit et sciences sociales**
- ◆ **Méthodologie et épistémologie** de la recherche juridique
- ◆ **Droit civil**

Publications et ouvrages

- ◆ **2 ouvrages édités** : Institut Universitaire Varenne – Colloques & essais ; LGDJ – Bibliothèque d'histoire du droit et droit romain
- ◆ **1 coordination de numéro** dans une revue à comité de lecture : *Cahiers de méthodologie de la Revue de la recherche juridique droit prospectif*
- ◆ **10 articles** dans des revues à comité de lecture : *Cahiers de méthodologie de la Revue de la recherche juridique droit prospectif* (5), *Revue de la recherche juridique droit prospectif* (2) ; *Revue trimestrielle de droit civil* (1) ; *Revue juridique de l'Océan indien* (1)
- ◆ **4 chapitres d'ouvrage** : LexisNexis (1), Institut Universitaire Varenne (3)
- ◆ **13 commentaires d'arrêts et observations** dans des revues à comité de lecture : *Revue Lamy Droit Civil* (2), *Jurisclasseur périodique Entreprise* (LexisNexis) (6), *Revue juridique de l'Océan indien* (5)
- ◆ **9 guides de rédaction des actes notariés** : *Deffrénois-Lextenso* (9)

Domaines d'enseignement

- ◆ **Théorie du droit**
- ◆ **Anthropologie du droit**
- ◆ **Culture générale juridique et politique**
- ◆ **Introduction au droit**
- ◆ **Droit civil**

I. Fonctions et responsabilités

I. 1. Fonctions occupées

2023-2024	Délégation CNRS , <i>Université de Nantes</i> Laboratoire Droit et Changement Social, UMR 6297
2017 - ...	Maîtresse de conférences en droit privé , <i>Université de La Réunion</i> Chercheure permanente au laboratoire du Centre de Recherche Juridique, <i>Université de La Réunion</i>
2016-2017	Attachée temporaire d'enseignement et de recherche Centre de recherche juridique, <i>Université de La Réunion</i>
2014-2016	Attachée temporaire d'enseignement et de recherche Institut de recherche en droit privé, <i>Université de Nantes</i>
2010-2014	Doctorante contractuelle Institut de recherche en droit privé, <i>Université de Nantes</i>

I. 2. Responsabilités administratives

2021-... (avec D. Deschamps et O. Provini) **Projet de création d'une Licence mention droit parcours science politique** pour l'Université de La Réunion en partenariat, notamment, avec Sciences Po Paris et la Chaire Outre-mer

Projet de création d'une Licence droit parcours science politique pour une ouverture en 2024-2025. Discussion et négociation avec l'ensemble des partenaires engagés : Faculté de droit, Université de La Réunion, Préfecture, Région, Département, Sciences Po Paris, Chaire Outre-Mer et élus. La Licence viserait à proposer un cursus de trois années en droit et en science politique pour les étudiants désirant passer les concours de catégories A et A+, intégrer un Institut d'études politiques en Master ou effectuer une formation d'ouverture aux sciences sociales. Un semestre d'Erasmus obligatoire est envisagé dans la formation.

2017 - 2023	Chargée de mission jeunes chercheurs, <i>Centre de recherche juridique</i>
2019-2022	Responsable pédagogique de la Licence 1 Droit, <i>Université de La Réunion</i> Membre des commissions de recrutement des enseignants contractuels et des ATER
2012-2014	Membre du conseil de faculté, <i>Université de Nantes</i> Représentante des doctorants de l'Institut de recherche en droit privé

II. Formation

II. 1. Diplômes universitaires

2023	Habilitation à diriger des recherches , <i>Université de Nantes</i>
2017	Qualification aux fonctions de Maître de conférences , Conseil National des Universités, Section 01, Droit privé et sciences criminelles
2015	Doctorat en droit privé et sciences criminelles , <i>Université de Nantes</i> Mention très honorable assortie des félicitations du jury à l'unanimité (autorisation de publication en l'état et proposition pour un prix de thèse)
2010	Master 2 Droit privé, Responsabilité civile et assurances , <i>Université de Nantes</i> , Major de promotion, mention <i>très bien</i>
2009	Master 1 Droit privé, Carrières judiciaires , <i>Université de Sceaux, Paris XI</i> , mention <i>bien</i>
2008	Licence de droit , <i>Université de Nantes</i> , effectuée dans le cadre du programme Erasmus à la Faculté de Droit de Saragosse (Espagne), mention <i>bien</i>

II. 2. Récompenses académiques et bourses de recherche

2015	Prix de Thèse de Droit privé de l'École Doctorale DEGEST, Universités Nantes, Angers, Le Mans
2013-2014	Allocation de recherche du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
2010-2013	Allocation de recherche du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche

III. Langues et compétences informatiques pour la recherche et l'enseignement

- Français (langue maternelle)
- Espagnol (lu, écrit, parlé) : échange dans le cadre du programme Erasmus pendant la Licence 3
- Anglais (lu, écrit, parlé)

- ❖ Maîtrise sur Mac OSX et Windows
- ❖ Maîtrise de Microsoft Office (Word, Excel et Power Point)
- ❖ Maîtrise de l'outil informatique Moodle (cours et questionnaires)
- ❖ Maîtrise de l'outil numérique Wooclap (cours interactifs)

III. Animation de la recherche

III. 1. Responsabilités collectives

- 2023 - ... **Membre du Conseil d'administration de la Société française pour la philosophie et la théorie juridiques et politiques (SFPJ)**
- 2023 - ... **Membre du Comité de rédaction de la revue Méléte, revue d'histoire et d'anthropologie du droit**
- 2022 - ... **Membre du Conseil d'administration et du comité scientifique de l'Association Internationale de Méthodologie Juridique (AIMJ)**
- 2022 - ... **Membre du Groupe de Réflexion en Droit Privé (GRDP)**
- 2019 - ... **Membre de la Société française pour la philosophie et la théorie juridiques et politiques (SFPJ)**
- 2019 – 2023 **Présidente de l'association de droit comparé LexOI, *Le droit dans l'Océan indien***
Centre de recherche juridique, *Université de La Réunion*
Ateliers du droit de l'océan Indien
Conférence judiciaire de l'océan Indien
Concours de mémoires de l'océan Indien

III. 2 Responsabilité à destination des jeunes chercheurs

- 2017 - 2023 **Chargée de mission jeunes chercheurs**
Centre de recherche juridique, *Université de La Réunion*
Séminaires dédiés à la méthodologie de la recherche en droit
Séminaires dédiés aux ouvrages de référence en droit et sciences sociales
Ateliers d'écriture (chapitres de thèse et articles dans des revues à comité de lecture)
Suivi de thèses des doctorants du laboratoire (relecture de chapitre, cadrage théorique et approche méthodologique)
Entraînement aux **auditions doctorales**, aux **soutenances de thèse** et aux **recrutements**
- 2020 - 2023 **Cours de méthodologie de la recherche** (Master 1 et Master 2 confondus), *Université de La Réunion*
- 2017 - 2023 **Participation à 6 comités de suivi de thèse**, *Université de La Réunion*
(avec O. Dupéré) **Coorganisation du concours de mémoire de recherche de l'Océan indien**, *Université de La Réunion*
Encadrement de 22 mémoires de recherche de Master 2 et de 65 rapports de stage (Master 1 et Master 2 confondus), *Université de La Réunion*
- 2022 **Animation de la semaine doctorale intensive Sciences Po-Nanterre**, *Sciences Po*, 13-17 juin 2022
- (Avec V. Forray) : **Ateliers méthodologiques**
- **Ateliers d'écriture**

2021 (avec A.Vidot), **Séminaire doctoral sur la méthodologie de la recherche juridique**, *Université de La Réunion*, 30 juin 2021

IV. Participation à des projets collectifs de recherche

2024 **Séjour de recherche à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) dans le cadre du Groupe de Réflexion en Droit Privé (GRDP)**, « Propriété et gouvernance civile »

2021 - 2022 (avec O. Provini), **Étude pluridisciplinaire (droit-science politique) sur les effets des GIP justice dans la discipline juridique**
« **Quand les instruments de financement de la recherche redessinent les pratiques des chercheur.e.s.** », *Université de La Réunion*

2019 - 2022 (sous la dir. de E. Cornut, H. Fulchiron, E. Ralser et A. Siri), **Participation au GIP, Mission de Recherche Droit et Justice**, « **La place de la coutume à Mayotte** », *Université de La Réunion*

2019-2021 (avec A.Vidot), **Projet de recherche doctorale sur « La méthodologie de la recherche juridique »**, *Université de La Réunion*

V. Organisation de manifestations scientifiques

2023 - 2024 (avec R. Colson et R. Encinas de Munagorri), **Organisation du « Petit séminaire Critique » 2023-2024 sur « La désobéissance »**, DCS, Université de Nantes

2023 -2024 (avec le comité scientifique de l'AIMJ), **Coordination scientifique du prochain Congrès de l'Association Internationale de Méthodologie Juridique sur « La désobéissance au droit »**, Université de Genève, 27-28 juin 2024

2020 - 2023 (avec V. Rullier), **Organisation du cycle de conférences « Droit et épistémologie »**
animation de 7 conférences, *Université de La Réunion*
R. Baumert, « Les programmes doctrinaux en droit constitutionnel », 14 octobre 2020
A. Hachemi, « Remarques sur le droit administratif et son histoire », 30 novembre 2020
F. Rouvière, « Le statut épistémologique des concepts juridiques. Le concept est-il un homme de paille ? », 15 décembre 2020
A. Geslin, « Implication du chercheur et responsabilité épistémique », 5 mai 2021, *sur Zoom*
C. Sintez, « Le droit construit. Discussion autour de l'ouvrage paru chez Dalloz, dans la Collection Méthodes du droit », 8 juin 2022, *sur Zoom*
S. Sambassouredy « Regards pluridisciplinaires, juridique et anthropologique sur la notion de patrimoine », 9 mai 2022
O. Leclerc, « Une analyse juridique des savoirs scientifiques », 20 novembre 2022, *sur Zoom*

2021 **Organisation du 12^e atelier du droit de l'océan Indien « Le pluralisme juridique en questions »**, *Université de La Réunion*, 1^{er} juillet 2021

Organisation du 11^e atelier du droit de l'océan Indien « Réflexions autour du droit comparé : méthodes et application », *Université de La Réunion*, 23 avril 2021

2018 (avec F. Dargent) **Organisation d'une manifestation scientifique sur « L'habitude en droit »**, *Université de La Réunion*

- ◆ 10^e Atelier du droit de l'océan indien « L'habitude en droit dans l'océan Indien »
- ◆ Colloque « L'habitude en droit »

VI. Méthodes de recherche

Enquêtes par entretiens semi-directifs

- | | |
|-----------|---|
| 2021-2022 | 1 enquête de terrain dans le cadre d'une étude pluridisciplinaire (droit-science politique) sur les GIP justice et les instruments de financement de la recherche publique |
| 2019-2021 | 1 enquête de terrain dans le cadre du GIP sur la coutume à Mayotte |

Archives (dans les cadres du Doctorat)
 Analyse discursive (dans le cadre du Doctorat)
 Analyse bibliographique (dans le cadre du Doctorat)
 Analyse biographique (dans le cadre du Doctorat)

VII. Travaux, publications et ouvrages

VII. 1. Travaux universitaires

- 2023** **Habilitation à diriger des recherches**, soutenue au laboratoire Droit et Changement Social, *Université de Nantes*
 Volume 1. Manuscrit original : ***La Société obligée. Droit civil et construction de l'État en France***
 Volume 2. Synthèse de travaux : ***La production du savoir juridique en question***
 Volume 3. Recueil de travaux
 Habilitation à diriger des recherches soutenue publiquement le 6 octobre 2023 à la Faculté de Droit de Nantes devant un jury composé de :
- Rapportrices : Anne-Sophie Chambost, Professeure, Sciences Po Lyon
 Véronique Champeil-Desplats, Professeure, Université Paris Nanterre
- Examineurs : Frédéric Audren, Directeur de recherche, Sciences Po Paris
 Grégoire Bigot, Professeur, Université de Nantes
 Rafael Encinas de Munagorri, Professeur, Université de Nantes
- Garant : Philippe Briand, Professeur, Université de Nantes

En dévoilant l'idéologie du concept d'obligation, *a priori* neutre et dépolitisé, l'ouvrage démontre comment une société obligée a été pensée et construite au service de l'exercice du pouvoir de l'État. Cette société obligée suggère que la discipline des individus est consubstantielle à la docilité politique, autrement dit qu'il n'y a pas d'État sans obligation juridique et donc, que l'État moderne est intrinsèquement un État civiliste. L'étude repose sur une analyse des glissements sémantiques du concept d'obligation sur la longue durée dans les œuvres juridiques, les traités philosophiques et politiques et le langage courant, tout en restituant ces transformations dans l'ère sociale qui les produit. À partir d'une analyse discursive, biographique et bibliographique et en croisant les méthodes de la science juridique et des sciences sociales, l'étude met en exergue les sédimentations progressives qui se sont imprégnées dans le concept d'obligation et qui se sont ajoutées par strates successives au cours

de l'histoire. À partir du lien de contrainte inventé à Rome par le *vinculum juris*, trois autres univers de sens se sont agrégées à l'obligation : l'union, dès lors que la contrainte a dû se légitimer par la reconnaissance de droits et libertés individuelles, la valeur, dès lors que le libéralisme économique est devenu la nouvelle raison d'État et, enfin, le système, dès lors qu'un ordre juridique unitaire et rationnel a dû se constituer pour fonder l'État moderne. Ces formes, qui incarnent les fondements de l'ordre juridique et politique, se sont ajoutées les unes aux autres à des époques où de grands débats d'idées et des reconfigurations politiques majeures agitent la réflexion juridique et sociale. L'étude met au jour comment, par leurs productions savantes et leurs enseignements, les civilistes construisent en continu un discours qui façonne l'ordre juridique, l'ordre social, l'ordre économique et donc l'ordre politique. L'ouvrage permet alors de rappeler que les civilistes sont, consciemment ou non, et qu'ils le veulent ou non, des faiseurs d'État.

2015

Essai critique sur la théorie des obligations en droit privé, Thèse de doctorat soutenue publiquement le 16 novembre 2015 à la Faculté de Droit de Nantes devant un jury composé de Pascal Ancel (Université du Luxembourg, *président*), de Marc Billiau (Université Paris-Est Créteil, *rapporteur*), de François Chénéde (Université de Lyon III, *rapporteur*), de Thomas Genicon (Université de Rennes I, *examineur*) et de Philippe Briand (Université de Nantes, *directeur de la thèse*)

Par une démarche épistémologique et historique, la thèse invite à porter un regard critique sur les constructions savantes de la doctrine. Privilégiant l'esprit de logique et l'abstraction sur l'analyse du réel, la théorie des obligations construit des représentations plus qu'elle ne considère la fonction sociale des règles qu'elle étudie. La représentation du « lien-obligation » est ainsi imaginée pour synthétiser le rapport économique existant entre un débiteur et un créancier, tandis que la représentation du « bien-obligation » est inventée pour introduire une conception plus libérale de la matière. La thèse propose donc de s'éloigner de l'approche conceptualiste à l'œuvre, afin d'étudier les règles du droit des obligations dans leur contexte. La logique anachronique qui vise à transposer les conceptions de la pensée juridique moderne dans l'histoire peut ainsi être dépassée, et permettre de découvrir le droit des obligations comme une discipline récente, ancrée dans les sciences sociales, qui a émergé sous l'influence du libéralisme économique et politique. Les fonctions sociales des règles du régime des obligations, récemment réformées, peuvent dès lors être appréhendées par-delà les concepts.

2010

La réfaction du contrat, Mémoire de Master 2 Droit privé,

Université de Nantes, réalisé sous la direction de Philippe Briand, 125 pages

VII. 2. Edition d'ouvrages

2024

La Société obligée. Droit civil et construction de l'État en France, préf. F. Audren, Avant-propos A.-S. Chambost LGDJ, Bibliothèque d'histoire du droit et de droit romain, à paraître

2019

(avec F. Dargent), ***L'habitude en droit***, Institut Universitaire Varenne, Coll. Colloques & Essais

Dans la discipline juridique, les habitudes de pratiquer et de penser le droit se perpétuent avec une étonnante stabilité. L'ouvrage propose alors une réflexion transversale à partir des regards des différentes branches du droit sur la notion d'habitude, envisagée tant dans sa dimension collective qu'individuelle. L'habitude influe sensiblement sur l'orientation des comportements humains en menant dans une même situation, à perpétuer ou répéter spontanément un

comportement ou une façon de voir les choses. Alors que les sciences sociales se sont emparées du phénomène pour étudier comment l'habitude guide nos pratiques, par réflexe, instinctivement, sans qu'une résistance ni un effort d'attention ne soient requis, l'étude relie champ juridique à l'analyse.

VIII. 3. Coordinations de numéros thématiques de revues à comité de lecture

« **La méthodologie de la recherche juridique pensée par ses acteurs** », *Cahiers de méthodologie*, *RRJ*, 2020-3, p. 1289-1671 (382 pages).

Ce dossier vise à relier les errances méthodologiques de la recherche doctorale observées empiriquement en laboratoire à la structuration du champ juridique. Alors que les questions épistémologiques et méthodologiques n'ont jamais été aussi prégnantes dans les facultés de droit, l'étude se veut contribuer aux controverses sur la méthode par une observation en laboratoire, des retours d'expériences et des réflexions sur le savoir juridique. Observer et discuter la recherche doctorale « en train de se faire » permet de mettre à jour les enjeux institutionnels, les représentations et les clivages disciplinaires qui exposent les doctorants à l'errance, parfois excessive, de la thèse. Ce dossier part des principaux problèmes de méthode relevés par les jeunes chercheurs pour les expliquer par le champ tout en opérant des allers-retours avec la littérature scientifique.

VIII. 4. Articles dans des revues à comité de lecture

(9) (avec O. Provini) « **Quand les instruments de financement de la recherche participent à redessiner les pratiques et les représentations des chercheur.e.s. Étude sur les effets contrastés du GIP Justice dans le champ juridique** », *Gouvernement et Action Publique*, en cours d'évaluation

(8) « **Ce que nous dit l'organisation d'une nouvelle manifestation sur les rapports entre les faits et le droit de la production scientifique dans la discipline juridique** » in M. Devinat et N. Hakim (dir.), « Droit et faits », *Cahiers de méthodologie*, n°35, *RRJ* 2022-3, p. 1535-1551.

(7) « **Penser l'unité pour faire l'État. L'obligation effigie du monisme juridique français** », *RRJ* 2022-1, juin 2022, p. 55-75.

(6) « **Réflexions sur l'injonction à la recherche "utile" dans le champ juridique** », in C. Aubry de Maromont (dir.) et F. Rouvière (Resp.), « La méthodologie de la recherche juridique pensée par ses acteurs », *Cahiers de méthodologie*, n°33, *RRJ* 2020-3, p. 1289-1291.

(5) « **C'est quoi, au juste, faire de la recherche juridique ? Controverses sur la méthode** », in C. Aubry de Maromont (dir.) et F. Rouvière (Resp.), « La méthodologie de la recherche juridique pensée par ses acteurs », *Cahiers de méthodologie*, n°33, *RRJ* 2020-3, p. 1297-1322.

(4) « **Avant-propos** », in C. Aubry de Maromont (dir.) et F. Rouvière (Resp.), « La méthodologie de la recherche juridique pensée par ses acteurs », *Cahiers de méthodologie*, n°33, *RRJ* 2020-3, p. 1289-1291.

(3) (avec F. Dargent), « **Propos introductifs** », in « *L'habitude en droit dans l'océan indien* », *RJOI* n°27, 2020, p. 163-164.

(2) « **Penser la fonction sociale du transfert d'obligation** », *RRJ* 2020-2, p. 817-831.

(1) « **Les obligations subsidiaires** », *RTD civ.* 2018, n° 2, p. 305-326.

VIII. 5. Chapitres d'ouvrages collectifs

(4), « **La discipline juridique à l'épreuve du biodroit** », in C. Kuhn et C. Pomart (dir.), *Droit, corps et nouvelles technologies*, Institut Universitaire Varenne, Coll. Colloques & Essais, 2022, p. 213-226.

(3) « **Multiculturalisme** », in G. Giraudeau et M. Maisonneuve (dir.), *Dictionnaire juridique des Outre-mer*, LexisNexis, 2021.

(2) « **Habitude et codification du droit civil (XVIIIe-XIXe siècles)** », in *L'habitude en droit*, C. Aubry de Maromont et F. Dargent (dir.), Institut Universitaire Varenne, Colloques & Essais, 2019, p. 31-42.

(1) (avec F. Dargent), « **Avant-propos** », in *L'habitude en droit*, C. Aubry de Maromont et F. Dargent (dir.), Institut Universitaire Varenne, Colloques & Essais, 2019, p. 7-8.

VIII. 6. Rapport de recherche

« **La coutume dans sa dimension collective et contemporaine** », in *Rapport sur L'application de la coutume à Mayotte*, GIP_Mission de Recherche Droit et Justice, « La place de la coutume à Mayotte », 2019-2022, sous la dir. de E. Cornut, H. Fulchiron, E. Ralser et A. Siri, 2022 (en ligne).

VIII. 7. Commentaires d'arrêt dans une revue à comité de lecture

(8) « **Révision du loyer : quelle portée probatoire pour l'expertise non contradictoire ?** », note sous Cass. 3^e civ. 15 novembre 2018, n^o 16-26172, *JCP E*, n^o4, 24 janvier 2019, 1037, p. 34-37.

(7) « **Effets du congé irrégulier : quand la théorie des nullités est mobilisée par le droit des baux commerciaux** », note sous Cass. 3^e civ. 28 juin 2018, n^o 17-18756, *JCP E*, n^o39, 27 septembre 2018, 1491, p. 48-51.

(6) « **Réflexion sur le régime des intérêts dus sur les loyers commerciaux fixés judiciairement à l'aune de la réforme du droit des obligations** », note sous Cass. 3^e, civ. 12 avril 2018, n^o 16-26514, *JCP E*, n^o28, 12 juillet 2018, 1382.

(5) « **Du caractère essentiel de l'obligation de délivrance du bailleur** », note sous Cass. 3^e, civ. 18 janvier 2018, n^o 16-26011, *JCP E*, n^o 13, 29 mars 2018, 1168, p. 47-49.

(4) « **La confusion des qualités de propriétaire et de preneur ne présume pas la confusion des obligations nées avant l'extinction du bail** », note sous Cass. Civ. 3^e, 30 novembre 2017, n^o 16-23498, *JCP E*, n^o 10, 8 mars 2018, 1123, p. 51-53.

(3) « **La garantie solidaire, la mal comprise** », note sous Cass. Com. 8 juin 2017 n^o 15-28438, *JCP E*, n^o 41, 12 octobre 2017, 1539, p. 19-21.

(2) « **L'ouverture de la subrogation légale de droit commun au Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages** », note sous Cass. Civ. 2^e, 8 décembre 2016, n^o 15-27748, *RLDC*, 2017, n^o 152, p. 19-23.

(1) « **Les tourments de la causalité alternative dans l'indemnisation des victimes de risques sanitaires** », note sous Cass. Civ. 1^{re}, 3 novembre 2016, n° 15-25348, *RLDC*, 2017, n° 148, p. 14-18.

VIII. 8. Observations dans une revue à comité de lecture

(5) Sous CA Saint-Denis de La Réunion, 24 avril 2020, n°18/01246, Devoir de mise en garde du banquier, *RJOI*, n°29, 2021, p. 692-693.

(4) Sous CA Saint-Denis de La Réunion, 7 février 2020, n°19/01884, Cession de créance, *RJOI*, n°28, 2020, p. 390-391.

(3) Sous CA Saint-Denis de La Réunion, 27 décembre 2019, n°18/01640, Bail commercial, *RJOI*, n°28, 2020, p. 385-386.

(2) Sous CA Saint-Denis de La Réunion, 15 novembre 2019, n°17/01296, Interdépendance contractuelle, *RJOI*, n°27, 2020, p. 263-264.

(1) Sous CA Saint-Denis de La Réunion, 27 septembre 2019, n°17/00987, Subrogation, *RJOI*, n°27, 2020, p. 277.

VIII. 9. Publications à destination des professionnels du droit

Fiches du guide Defrénois de la rédaction des actes notariés réalisées sur les thèmes suivants : Fiducie, EURL, EURL, SARL, Nantissement, réduction de capital, Déclaration d'insaisissabilité, Association – Constitution, Association – Dissolution, Lextenso, 2017-2018.

IX. Communications dans des conférences et séminaires

IX. 1 Colloques et journées d'étude (8)

« **Aux origines civilistes de la philosophie politique** », Journées de la Société française pour la philosophie et la théorie juridiques et politiques (SFPJ) « Les frontières de la philosophie du droit », *Université de Toulouse*, 29-30 septembre 2022

« **L'efficacité du droit dans la production du corps humain** », Colloque **Bilan des 20 ans de la loi Kouchner : repenser le rapport au corps humain**, *Université de La Réunion*, 29 août 2022

« **Et si le questionnement des rapports entre le droit et les faits révélait les écueils de la production scientifique dans la discipline juridique ?** », Congrès international de l'Association Internationale de Méthodologie Juridique (*AJMJ*), « Droit et faits », *Université de Bordeaux*, 23-24 juin 2022.

« **Quelle recherche pour quelle méthode juridique ?** », Semaine doctorale intensive, *Sciences Po*, 14 juin 2022

(avec A. Vidot), « **Présentation de la recherche sur la méthodologie de la recherche juridique** », Journées d'étude sur la méthodologie de la recherche juridique, *Université de La Réunion*, 16 décembre 2020.

(avec A. Ali-Said), « **Faut-il faire de la recherche utile ?** », Journées d'étude sur la méthodologie de la recherche juridique, *Université de La Réunion*, 17 décembre 2020.

« **Habitude et codification du droit civil (XVIIIe-XIXe siècles)** », Communication lors du colloque sur « L'habitude en droit », 26 octobre 2018, *Université de La Réunion*.

« **La cession de contrat et la cession de dette** », Communication lors du colloque de l'Institut de Recherche en Droit Privé sur la Réforme du droit des obligations, 8 septembre 2016, *Université de Nantes*.

IX. 2. Conférences (4)

« **L'obligation civile, fondement du lien social** », Conférence dispensée dans le Laboratoire de théorie du droit de l'Université d'Aix-Marseille, 7 décembre 2023

« **Droit civil et construction de l'État en France. Les apports d'une sociohistoire du concept d'obligation** », Conférence dispensée dans le cadre du cycle de conférences 2021-2023 du Groupe de réflexion en droit privé (GRDP) et du Groupe de recherche sur les humanités juridiques intitulé « émancip(ens)e : penser l'émancipation en droit privé », 1^{er} décembre 2022, *sur Zoom*.

« **Le droit en interactions. Illustrations à partir des mécanismes du régime des obligations** », Conférence dispensée dans le cadre du cycle de conférences d'Histoire et de Théorie du droit, organisée par Anissa Hachemi, 4 décembre 2019, *Université de La Réunion*.

« **L'application de la coutume mahoraise** », Communication lors des Journées Régionales d'Histoire de la Justice sur le thème : « Les singularités judiciaires à La Réunion et le pluralisme culturel dans l'Océan indien », Journées de l'Association Française pour l'Histoire de la Justice, 30 octobre 2019, *Cour d'appel de Saint-Denis de La Réunion*.

IX. 3. Séminaires de recherche (4)

(avec A. Vidot), « **Présentation des résultats de la recherche collective sur la méthodologie de la recherche juridique** », Séminaire doctoral, *Université de La Réunion*, 30 juin 2021.

« **L'invention de la tradition juridique. Pour une transposition des idées de l'ouvrage de E. Hobsbawm et T. Ranger (dir.) L'invention de la tradition** », Conférence dispensée dans le cadre du séminaire doctoral relative aux ouvrages de référence, 18 juin 2020, *Université de La Réunion*.

Présentation de l'ouvrage d'Howard Becker « Écrire les sciences sociales », Conférence dispensée dans le cadre du séminaire doctoral relative aux ouvrages de référence, 4 novembre 2019, *Université de La Réunion*.

« **La causalité alternative en droit de la responsabilité** », Communication lors du séminaire doctoral organisé par Jonas Knetsch le 12 décembre 2016, *Université de La Réunion*.

X. Charges d'enseignement occupées

Synthèse des enseignements (2010-2023)

Intitulé du cours	Volume horaire total	Forme pédagogique	Niveau de formation	Année	Parcours du diplôme	Institution	
Culture générale juridique et judiciaire	44	Cours magistral	Master 1	2021-2023	Master justice, procès, procédures	Université de la Réunion	
Culture générale juridique et politique	54		Licence 1	2020-2023	Licence de droit		
Anthropologie du droit	72		Licence 3				
Théorie générale des obligations	54		Master 1		Master droit des affaires et droit du patrimoine		
Méthodologie de la recherche	26		Masters 1 et 2		Masters en droit		
Méthodologie des exercices juridiques	24		Licence 1		Licence de droit		
Droit des obligations	20		IEJ		IEJ		
Théorie du droit	48		Licence 3	Licence de droit	CUFR Mayotte		
Contrats spéciaux	9		IEJ	2019-2022	IEJ		Université de la Réunion
Introduction au droit	198		Licence 1	2018-2022	Licence de droit		
Technique contractuelle	15		Master 2	2017-2022	Master droit des affaires		
Droit des assurances	72		Master 1	2017-2021			
Droit des obligations	90		Licence 2	2017-2020	Licence d'AES		
Bail commercial et opérations sur fonds de commerce	54		Master 1		Master droit des affaires		
Droit commercial	48		Licence 3	2017-2019	Licence de droit		
Droit bancaire	36		Master 1		Master droit des affaires		

Introduction au droit	36	Travaux dirigés	Licence 1	2016-2017	Licence de droit	Université de Nantes
Droit de la famille	54		Licence 1		Master de droit des affaires	
Contrats spéciaux	18		Master 1			
Droit des contrats	54		Licence 2	2015-2016	Licence de droit	
Droit des biens	40		Licence 3			
Introduction au droit	40		Licence 1	2010-2011		
Droit de la responsabilité	48		Licence 2	2012-2014	Master de droit privé	
Contrats spéciaux	96		Master 1	2010-2014	Licence de droit	
Droit des contrats	96		Licence 2	2010-2015	Master de droit privé	
Régime général des obligations	128		Master 1			